



Le portrait de la réalité de l'avortement en Haïti: Questionnements sur les projets de logements de la reconstruction

Par [Haïti Grassroots Watch](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2014

haitigrassrootswatch.squarespace.com

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [HAÏTI](#)

Port-au-Prince, HAÏTI, 8 janvier 2013 – Des questionnements hantent les quatre principaux projets de logements des administrations René Préval et Michel Martelly dans le cadre du processus de la reconstruction d'Haïti.

Qui occupe ces logements? Qui contrôle les projets? Les résidents peuvent-ils payer les loyers ? Et, sont-ils de véritables victimes du tremblement de terre?

Quatre ans après le séisme du 12 janvier 2010 qui a tué plus de 200 000 personnes, fait au moins 1.3 million de sans abri et endommagé ou détruit près de 172 000 maisons ou appartements, ces nouveaux projets logent des personnes qui ne sont pas nécessairement des victimes, tandis que plus de 200 000 déplacés croupissent encore dans les camps ou dans trois grandes zones anarchiques appelées Canaan, Onaville et Jérusalem (dans l'axe nord/nord-est de la capitale).

Au total, les projets ont permis de construire pas moins de 3 588 maisons ou appartements, pour un coût total avoisinant US\$ 88 millions, selon les chiffres du gouvernement. (Il convient de noter, en revanche, que les bailleurs de fonds internationaux et les agences humanitaires privées ont dépensé plus de cinq fois ce montant – environ US\$ 500 millions – pour des « abris provisoires », appelés « T Shelters ». [Lire Ayiti Kale Je #9](#)

Trois des nouveaux projets sont regroupés dans la zone de Zoranje, non loin du centre-ville, sur la frontière communale de Cité Soleil et de Croix-des-Bouquets (périphérie nord). On y trouve les maisons de l' « Expo Habitat », celles construites par le gouvernement du Venezuela et le projet dit « 400% ». (La zone de Zoranje abrite aussi le projet de logements « Village de la Renaissance », construit pendant la présidence de Jean-Bertrand Aristide.) Le quatrième est le Village Lumane Casimir de Morne à Cabri, situé à 25 kilomètres au nord-ouest de la capitale sur l'autoroute menant vers Mirebalais (Est).



Vue d'un carrefour se trouvant au cœur du site logeant les maisons vides du Village Lumane Casimir à Morne à Cabri le 19 septembre 2013.

Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

Une enquête menée par Ayiti Kale Je (AKJ), qui a effectué plus d'une vingtaine d'interviews et plusieurs visites de terrain, a révélé que certains de ces projets sont caractérisés par la

quasi inexistence des services de base, des actes de vandalisme, des vols et des soupçons de gaspillage.

Expo : De l'inauguration à la « squattérisation »

Le 21 juillet 2011, le Président Martelly, l'ex Président des États Unis Bill Clinton et le Premier Ministre de l'époque Jean Max Bellerive inaugurent l'Expo Habitat : une exposition d'à peu près 60 prototypes d'habitats à Zoranje.

Constituant un des premiers projets approuvés par la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), l'Expo a coûté plus de US\$ 2 millions en termes de financement public pour la reconstruction. Les compagnies étrangères et haïtiennes venues exposer leurs modèles ont dépensé au moins US\$ 2 millions de plus. L'idée était que les entreprises étrangères et haïtiennes parviennent à choisir parmi les modèles avant de s'engager dans la reconstruction.

L'Expo est considérée par tous comme un échec. Peu de gens l'ont visitée et très peu ont choisi un modèle pour reconstruire. Beaucoup parmi les modèles coûtaient chers. [Lire Ayiti Kale Je #20](#)

✘ « Nous avons vu des solutions très atypiques, qui certaines fois ne correspondaient pas à notre manière de vivre. En tant qu'Haïtien, nous ne voyons pas la question de logements de cette manière. C'était des trucs importés », critique David Odnell, directeur de la division logement à [l'Unité de Construction de Logements et de Bâtiment Public \(UCLBP\)](#), une des trois agences gouvernementales qui s'occupent du logement en Haïti, dans une entrevue le 19 novembre 2013.

Aujourd'hui, les maisons abimées, dont la peinture est écaillée, abritent plusieurs dizaines de personnes investissant bon gré mal gré la majorité de ces habitations nichées au milieu de nombreuses herbes folles dans un espace fréquenté par des dizaines de cabris.

« Toutes les maisons ont de nouveaux propriétaires. Ils s'en ont accaparées », confie une jeune fille enceinte, dont les parents sont, d'après elle, « les locataires ».

A quelques pas, se trouve la maison d'une autre jeune femme se disant « propriétaire » du logis de la fille. Elle tient un bébé dans ses bras. Comme la fille, elle veut garder l'anonymat, mais déclare : « Je n'ai suivi aucune procédure pour l'avoir. J'étais là, c'est mon frère qui assurait la sécurité de la maison... Non, personne n'est venu nous demander de payer. Personne ne vient nous parler. De toute façon, à qui irait-on payer? »

✘

Une femme cuisinant devant l'une des maisons modèles du site de l'Expo Habitat le 19 septembre 2013. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

Selon au moins quatre sources, des évidences sur le terrain et un consultant dans un projet de l'État, ce sont des personnes déjà locataires dans le secteur de Zoranje qui ont saisi la grande majorité des maisons de l'Expo tout en mettant quelques-unes en location.

« C'est possible », reconnaît l'architecte Odnell de l'UCLBP. « Parce qu'il y a un vide. C'est parce qu'il y a absence de l'État. Je n'appellerai pas cela 'gaspillage', mais plutôt mauvaise planification, parce qu'on pourrait les récupérer dans l'avenir. »

L'homologue d'Odnell à l'agence gouvernementale [Fonds d' Assistance Économique et Sociale \(FAES\)](#), qui est aussi impliquée dans la question logement, est du même avis.

« En dehors de la semaine où les gens lui rendaient visite, l'Expo est tombée à l'eau. Personne ne va là-bas. Personne ne la maintient en vie. Les entrepreneurs partent et ne font pas la promotion de leur logement », estime Patrick Anglade. « C'est un problème qu'on peut résoudre, mais il faut savoir comment s'y prendre. »

Contactée à propos de l'Expo, l'agence étatique de logements sociaux l'Entreprise Publique de Promotion de Logements Sociaux (EPPLS) a répondu « absent ».

« Nous n'avons aucun rapport avec [l'Expo] », déclare Miaud Thys, directeur général de l'institution.

Les maisons de Chavez : de la « squattérisation » à l'anarchie

Non loin de l'Expo, se trouvent 128 appartements construits pour un montant de US\$ 4,9 millions par le gouvernement vénézuélien durant la présidence de Hugo Chavez, d'où le nom de « *Kay Chavez yo* », ou en français, « Les maisons de Chavez ».

La majorité de ces appartements parasismiques - de toutes les couleurs et comportant chacun deux chambres à coucher, une salle de bain, un salon, une salle à manger et cuisine - sont « squattérisés ». Sur les 128 appartements, seulement 42 ont des habitants « légaux », invités par l'ambassade du Venezuela. Vides pendant 15 mois, avant de connaître l'invasion, certains ont été vandalisés. De nombreux matériels et objets, dont des toilettes et des serrures, ont été emportés. [Lire Ayiti Kale Je #12](#)

« Il n'y a rien, ce sont des gens qui ont investi de manière illégale les maisons » avoue Thys, directeur général de l'EPPLS. « A présent nous essayons de les récupérer. Nous le savons, nous sommes au courant de cela. »



Une des maisons du projet de l'ex président Vénézuélien Hugo Chavez, en train d'être élargi sans aucun contrôle, le 19 septembre 2013.
Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

Sur le terrain, les habitants vivent tant bien que mal dans leur domicile. Ils changent les portes et fenêtres, ajoutent des barrières en fer forgé ou érigent des clôtures.

En face d'une maison en phase d'agrandissement, des journalistes ont rencontré Jules Jamlee assis sur une chaise délabrée, entouré de quelques voisins. Comme eux, il est catégorique et confie qu'il ne va pas lâcher prise.

« Le président sait pertinemment que nous sommes des révolutionnaires. Il y a des choses qu'il va nous dire, il sait bien que nous n'allons pas être d'accord avec lui », déclare-t-il.

Thys lui répond du tac au tac.

« Nous ne pouvons pas les perdre. Révolutionnaires ou pas », dit-il. « Nous allons entamer le processus pour les récupérer. Nous allons leur envoyer des correspondances... On va débuter comme on devrait le faire. Le cas échéant, on va appliquer la politique de la

carotte et du bâton ».

Jusqu'à présent, « *Kay Chavez yo* » ne disposent pas d'eau. Les habitants se plaignent de l'absence de toilettes ou de commodités défectueuses. Ce qui explique le fait que des personnes se disent obligées de faire leurs besoins physiologiques à même le sol.

Dans une enquête effectuée par AKJ en juin 2013, sur dix personnes interrogées, 6 affirment qu'ils vont chercher de l'eau ailleurs et 4 confient que leurs toilettes ne fonctionnent pas.

De nouveaux propriétaires pas 400% contents

Connu sous le nom de « 400% » parce que le président Martelly a promis de construire 400 maisons en 100 jours, ce projet a été inauguré le 27 février 2012.

En plus des maisonnettes, le projet – construit grâce à une subvention de US\$ 30 millions de la Banque interaméricaine de développement – comportait, entre autres, la construction de trois kilomètres de routes en adoquín, un système d'adduction d'eau (mais l'eau est disponible seulement récemment), des circuits électriques, des lampadaires de rues, un terrain de basket et une place publique.

Cependant, seule une partie des bénéficiaires sont de véritables victimes du séisme. Nombreux sont les employés de l'administration publique. Les maisons ont été attribuées au départ avec empressement, ce qui a créé des complications, parce qu'elles ne sont pas des cadeaux. Les bénéficiaires doivent payer une hypothèque sur cinq ans.

« Dans la première phase, et comme on était pressé... nous n'étions pas trop sévères. Des gens ont pu bénéficier de logements sans avoir pour autant la capacité totale de payer », admet Anglade dans une entrevue le 2 octobre 2013.



Un des résidents du projet 400% revenant avec un saut d'eau le 19 septembre 2013.

Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

Les prêts hypothécaires sont entre 1 500 (US\$ 39) et 2 000 gourdes (US\$ 46) par mois. Il est stipulé dans le contrat que « le non-paiement par le locataire-acquéreur de trois (3) mensualités consécutives entraîne l'application d'une pénalité de 5% du montant de la mensualité impayée » et que le « non-paiement pourrait entraîner l'expulsion. »

Le contrat provoque des grincements de dents. Des dizaines de personnes rencontrées sur le site s'en plaignent.

Le FAES admet qu'il a un défi.

« Le taux de récupération n'atteint pas 100%. Il n'atteint même pas 70%. Ce qui veut dire que nous avons 30% de personnes qui sont en retard de paiement », explique Anglade.

Une mini-enquête faite par AKJ donne une idée de la raison de ces retards de paiements. Sur dix personnes interrogées, 5 affirment être des chômeurs.

« Le président ne nous donne pas de maisons. Il nous les vend. Les maisons sont trop

chères. Quelle activité exerce-t-on dans le pays, on ne travaille pas, comment trouver 1 500 gourdes par mois ? », se questionne Yves Zéphyr, chômeur et père de deux enfants, qui habite la cité depuis novembre 2012.



Yves Zéphyr avec la fiche de paiement récent de sa femme, le 19 septembre 2013. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

Lorsque le projet a été lancé, le gouvernement n'a reçu de financement que pour la préparation du terrain, les maisons et l'électricité. Aucun fonds pour les autres services nécessaires dans le cadre d'un projet de logements situé loin du centre-ville de Port-au-Prince, comme l'accès à l'eau et le service de vidange, un marché, des écoles, une clinique et un système de transport abordable.

« Il existait de l'espace pour tous les services. Tout ceci était dans le plan de base. Mais malheureusement on n'est pas arrivé à les implémenter. Donc, finalement, ce sont uniquement les logements qu'on a érigés. Et, l'eau, ce n'est que récemment que ça a commencé à fonctionner après avoir trouvé du financement pour le faire », admet Odnell.

Sur le terrain, AKJ a trouvé de nombreux résidents heureux, il y a des maisons manquantes. Certaines des habitations sont incapables de supporter la moindre pluie. Sur 10 familles, 8 ont des installations électriques, mais leur maison n'est que rarement alimentée en électricité, d'après elles.

Des fosses septiques de certaines maisons posent également des problèmes.



La toilette de la maison d'Yves Zéphyr non utilisée pour son manque de profondeur, le 19 septembre 2013.
Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

« Elles peuvent être remplies dans un quart d'heure », dénonce André Paul, habitant le projet depuis juillet 2013. « Certaines sont bloquées, d'autres remplies. »

L'EPPLS, qui partage la responsabilité du site avec le FAES promet d'agir : « Nous allons porter des corrections. Les fosses septiques sont mal établies. De toutes les façons, nous allons corriger ce qui requiert des corrections. »

« Le projet est inachevé », ajoute de son côté Odnell. « Les gens vont y rester, c'est à l'Etat de le continuer. Il faut améliorer le cadre de vie des occupants. Il faut leur donner les infrastructures nécessaires. Dans la réalisation d'un projet d'habitat, les infrastructures publiques précèdent les logements. Quand on planifie, les services doivent être déjà disponibles. Dans le cas de 400%, c'est le contraire. »

Morne à cabri - un projet de logement social ?

Le projet de logement Village Lumane Casimir est financé par les fonds de Petro-Caribe pour au moins US\$ 49 millions, d'après le gouvernement. Cette urbanisation, dans une région désertique au pied du Morne à Cabri, comportera 3 000 logements locatifs, dont quelques 1 300 sont déjà prêts. Il tire son nom de celui d'une célèbre chanteuse haïtienne. Lire

aussi [Ayiti Kale Je #19](#)

Lors de l'inauguration le 16 mai 2013, le président a profité pour faire des remises de clefs à des familles avec une couverture médiatique assez motivée et extraordinaire. Pourtant, de mai à septembre 2013, personne n'y vivait. Ce n'est qu'en octobre 2013 que le village commence à se remplir.

Plusieurs des maisons non encore occupées sont saccagées.

« Entre 120 et 150 logements ont été vandalisés », admet Odnell de l'UCLBP, l'organe qui gère et assure la supervision dudit projet.

Plus d'une cinquantaine de toilettes, plusieurs dizaines de serrures de portes et fenêtres, d'étriers, d'ampoules, de prises et de fils électriques sont emportés, sans compter les mille et une tentatives visibles d'emporter des lavabos soudés au mur. Certaines maisons ont des portes et fenêtres qui tiennent à peine.

« Les voleurs y viennent toujours », raconte Bélair Paulin, un habitué de la zone, qui dit attendre qu'on l'appelle pour une entrevue le permettant de savoir s'il est ou non un des prochains bénéficiaires.

Plus de 200 familles sont déjà installées. D'autres, munies déjà de leurs clés, viennent au fur et à mesure. Pour le moment, environ 1 100 appartements sont encore vides.



Le bureau de recrutement pour les logements du Village Lumane Casimir à Morne à Cabri avec les candidats plein d'espoir devant, le 19 septembre 2013. Photo : AKJ/Marc Schindler Saint-Val

Le 20 décembre dernier, lors d'une visite, [le président Martelly a remis des clés à 75 policiers sur un total de 250 qui vont bénéficier d'un logement](#). Quelques policiers ont dénoncé des responsables de l'Etat qui leur ont demandé de remettre les clés sous prétexte que c'était une remise symbolique.

Toutes les maisons prêtes sont dotées d'une alimentation en eau et électricité, de poubelles flambant neuves, d'un réchaud à gaz, un récipient à traiter l'eau, des plantes en pleine croissance avec un service d'arrosage des parcelles de jardin, et d'une promesse de transport automobile aller-retour à la capitale pour 20 gourdes.

Sous un soleil de plomb, la voix de quelque centaines de nouveaux résidents, le bruit des portes qui s'ouvrent et se ferment, le vent qui se déchaîne et le vrombissement des moteurs de voitures roulant à toute vitesse, le village Lumane Casimir de Morne à Cabri commence une nouvelle vie.



Un homme se promène dans le Village Lumane Casimir à Morne à Cabri le 19 septembre. Photo :AKJ//Marc Schindler Saint-Val

Selon les déclarations d'Odnell, le village possédera : « un système d'assainissement, un

commissariat, un centre de santé, un réservoir d'alimentation en eau potable, une place publique, un terrain de football, une ligne électrique, un pôle commercial, une école professionnelle, un marché public et une école fondamentale ».

L'un des plans du projet, c'est que certains des résidents disposent d'un emploi dans un parc industriel de l'autre côté de la route.

« Il y aura un mini parc industriel qui aura toutes les facilités visant à créer des emplois pour sédentariser les bénéficiaires », promet Odnell, qui affirme qu'une entreprise canadienne se dit intéressée à y ouvrir une usine.

Le parc n'est pas encore terminé, et - à la fin de 2013, au moins - il n'a pas été enregistré comme une « zone franche ».

Comme dans les autres projets, les nouveaux résidents ne sont pas nécessairement des victimes du tremblement de terre.

« Il y a trois critères clés pour être éligible : 1) Il faut que la personne soit affectée par le séisme ; 2) la personne doit avoir une famille de 3-5 personnes et 3) il faut que la personne ait un revenu. C'est le plus important, afin de pouvoir payer le loyer. Celui-ci doit être entre 7 000 (US\$ 163) et 10 000 gourdes (US\$ 233) », d'après Odnell.

Christela Blaise, est l'un des nouveaux locataires de ces maisons. Elle est cosmétologue et vit avec sa grande sœur et l'enfant de celle-ci depuis octobre 2013.

« Après le séisme, on habitait Bon Repos au bord de la route. Nous ne sommes pas des victimes directes du séisme, mais comme tout le monde on cherchait à s'abriter, on est allé dans un abri provisoire. Mais nous n'y sommes pas restés plus de trois mois avant de retourner dans notre maison», dit-elle.

La problématique de logements : Un défi immense

L'Etat Haïtien reconnaît qu'il fait face à un énorme défi.

Jusqu'à maintenant quelques 150 000 victimes du séisme vivent encore dans environ 300 camps, et peut-être 50 000 autres dans les trois zones anarchiques appelées Canaan, Onaville et Jérusalem. La moitié des camps n'a pas des services sanitaires, et seulement 8% sont approvisionnés en eau, d'après [un rapport de l'UCLBP et le « CCCM Cluster » d'octobre 2013](#). A l'époque, 103 des camps étaient sous menace d'éviction. Les 7 et 9 décembre 2013, [126 familles ont été forcées de quitter les maisonnettes](#) qu'elles avaient construites à Canaan, non loin du Village Lumane Casimir.

Selon le gouvernement, Haïti a un déficit de logements qui s'accroît à mesure que les gens laissent les villes de province pour rejoindre les villes.

« Haïti devra faire face au défi de construire 500 000 nouveaux logements pour répondre au déficit actuel et aux besoins jusqu'à 2020 », note [la Politique du logement et de l'habitat \(PNLH\) de l'UCLBP, publié en octobre 2013](#).



Photo tirée de la nouvelle Politique du Logement et de l'Habitat (PNLH) de l'UCLBP.

La Politique de l'UCLBP reste ambitieuse mais vague. Son résumé exécutif esquissant cinq « axes stratégiques » indique vouloir « accroître l'accès au logement », incluant le logement social répondant aux normes de construction établies et la promotion « des modèles de construction de logements avec un accès aux services urbains de base ».

Le langage du document implique que l'Etat cherchera à résoudre le déficit en partenariat avec le secteur privé. Dans l'introduction du document, le premier ministre haïtien Laurent Lamothe relate que « la PNLH, dont la coordination de la mise en œuvre sera assurée par l'UCLBP, définit également le rôle important que le secteur privé est appelé à jouer aux côtés de l'État ».

Cette orientation n'est pas forcément à éviter, mais déjà il semble que l'Etat ne va plus construire des logements sociaux accessibles à la majorité de la population.

Selon la Banque Mondiale, 80% de la population vit avec un revenu de US\$ 2 par jour. Même si un couple combine ses revenus, il aura seulement US\$ 60 par mois. Donc, comment pourrait-il payer un loyer de US\$ 39 (pour un appartement à « 400% ») à US\$233 (Village Lumane Casimir) ?

Parlant le 11 novembre 2013 du Village Lumane Casimir, Lamothe affirme sa fierté du projet, qu'il a classé comme « logement social. »

Mais, si le logement en question ne sert pas les pauvres, qui représentent la majorité des victimes du tremblement de terre, par exemple, et s'il est hors de portée de 80% de la population, est-ce vraiment une classification correcte ?

La source originale de cet article est haitigrassrootswatch.squarespace.com

Copyright © Haiti Grassroots Watch, haitigrassrootswatch.squarespace.com, 2014

Articles Par : Haiti Grassroots Watch

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca